

# Discours de M. Jacques Chirac, Président de la République, devant le Parlement britannique, sur les relations franco-britanniques, la réforme des institutions communautaires, la sécurité du continent européen au Palais de Westminster, Londres le 15 mai 1996.

Lord Chancelier,

- Madam Speaker,

- My Lords,

- Mesdames et messieurs les députés aux communes,

- En m'adressant aujourd'hui aux deux Chambres du Parlement britannique, réunies dans cette enceinte illustre, je mesure pleinement l'honneur qui m'est fait et je vous remercie, Lord Chancelier, des paroles de bienvenue et d'amitié qu'avec beaucoup d'humour vous venez de prononcer.

- Tout, ici, parle de votre histoire millénaire, du prestige et de la grandeur de votre nation, de votre attachement farouche à des institutions qui symbolisent l'ancienneté, la noblesse, la force de la démocratie parlementaire. Et l'on comprend ici que le peuple britannique soit fier de son passé, de ses traditions, de sa culture.

- Comme vous, les Français demeurent fidèles à leur histoire, à ses enseignements, à ses acquis. C'est tout le sens du combat que la France mène aujourd'hui en faveur du respect des identités nationales face aux risques de l'uniformisation culturelle du monde.

- Identités nationales, ces deux mots prennent une résonance singulière et puissante chez vous qui incarnez, aux yeux du monde, la continuité constitutionnelle, la primauté de la personne, de sa liberté, de ses droits, l'esprit de conquête et d'aventure. Chacun connaît les traits qui sont la marque de l'âme et du tempérament britanniques : cette capacité à s'adapter, cette persévérance dans l'action, cette proverbiale force de caractère, ce courage dans l'adversité, ce sens inné de la patrie, cet esprit de tolérance, qui n'ont cessé de faire l'admiration du monde. Au nom de la France, je tenais à rendre hommage à ces vertus qui ont assuré la renommée et le succès de votre peuple sur toutes les mers et sur tous les continents.

- "L'Angleterre toujours sera soeur de la France" écrivait Victor Hugo. C'est vrai. Et pourtant ce sont des relations complexes qui, de tous temps, unirent nos deux nations, trop proches, trop semblables sans doute, pour ne pas entrer en compétition. Cette rivalité, nos deux puissances s'en sont nourries. Notre estime mutuelle s'y est au total fortifiée. Le temps, les épreuves de l'Histoire, nos affinités profondes, cet humanisme dont nos deux pays furent le berceau, nous ont enfin rapprochés, privilégiant peu à peu ce qui nous unit sur ce qui nous sépare.

- Face aux fléaux qui, dans ce siècle, menacèrent nos libertés et, avec elles, ces valeurs auxquelles vous et nous sommes si profondément attachés, la Grande Bretagne et la France se sont naturellement appuyées l'une sur l'autre. Aux heures les plus sombres, Winston Churchill et Charles de Gaulle ont incarné la lutte commune et l'espoir partagé de nos deux peuples. C'est ensemble que nos deux pays doivent, aujourd'hui encore, penser à leur avenir commun, notamment à un moment crucial de la construction européenne.

- Je salue la clairvoyance et la volonté qui ont conduit les dirigeants britanniques, il y a plus de vingt ans, à rejoindre la Communauté. Et que de chemin parcouru depuis, sans que nous en soyons toujours très conscients ! Le désir d'Europe, au delà de l'Union, nous en donne la meilleure mesure : il est peu de pays, sur notre continent, qui n'aspirent aujourd'hui à intégrer cet espace de liberté, de paix et aussi de prospérité dans la crise que nous incarnons.

- La réconciliation entre la France et l'Allemagne fut le point de départ de cette entreprise. La coopération franco-allemande en reste un élément déterminant. Mais comment ne pas voir combien la participation de votre Royaume et l'amitié franco-britannique sont nécessaires, indispensables, à la poursuite de cette ambition ? Une Europe forte, influente, capable de jouer pleinement son rôle dans le monde, est une Europe où se fait entendre fortement la voix du Royaume-Uni.

Depuis longtemps, nos grands esprits pressentaient les bienfaits de l'entente franco-britannique. Talleyrand, déjà, évoquait cette alliance indispensable entre la France et l'Angleterre qu'il considérait je le cite, comme "la garantie la plus solide du bonheur des deux nations et de la paix du monde".

- Les temps ont changé mais, plus que jamais, s'impose la nécessité de progresser ensemble. Et, de fait, notre relation est aujourd'hui d'une exceptionnelle intensité.

- Le Tunnel sous la Manche la symbolise désormais. Longtemps, il ne fut qu'un rêve, enflammant l'imaginaire de nos peuples. Il est maintenant une réalité. Grâce à lui, l'Angleterre, amarrée à l'Europe, n'est plus tout à fait une île.

- Mais je pense surtout à la force et à l'ampleur de nos échanges. Des millions de citoyens de chacun de nos pays se rendent tous les ans sur le territoire de l'autre. Totalisant près de 200 milliards de francs, nos investissements, dans les deux sens, ne cessent de croître. C'est dire la force et l'intimité des liens qui nous unissent, la proximité de nos peuples, la complémentarité de nos économies.

- Ces trente dernières années, Britanniques et Français, surmontant les réticences, les préjugés, les méfiances du passé, ont appris à mieux se connaître et à mieux s'apprécier. Peu à peu, l'idée européenne s'est ancrée dans les esprits et dans les coeurs. C'est maintenant le sentiment de partager un destin commun qui, je crois, l'emporte chez les jeunes de nos deux pays. Soyons-en conscients, nous ne reviendrons pas en arrière. L'avenir est à une Europe où les solidarités entre les nations qui la composent se renforcent sans cesse.

- Dans cet esprit, multiplions nos échanges scolaires et universitaires, comme nous l'avons décidé ce matin avec le Premier ministre. Encourageons une meilleure connaissance du patrimoine culturel et linguistique de l'autre, nous l'avons décidé aussi. Développons les liens entre nos laboratoires et nos instituts de recherche. Sachons mieux travailler ensemble pour faire reculer ces maux de notre temps que sont la drogue, le terrorisme, le crime organisé.

- Ayons enfin l'ambition de renforcer entre nos deux pays un partenariat global. Conjuguons nos diplomaties. Déjà, Britanniques et Français coopèrent avec succès dans le domaine de la défense. Membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations unies, puissances nucléaires, dotés de forces conventionnelles significatives, le Royaume-Uni et la France ont des intérêts stratégiques communs. Ils peuvent assumer ensemble leurs responsabilités internationales. Et d'abord aux portes de l'Union européenne où renaissent hélas des conflits ethniques et religieux qui sont autant de défis à nos valeurs et à notre vision de l'avenir du continent.

Le monde a connu, ces dernières années, de grands changements dont nous n'avons pas peut-être mesuré toutes les conséquences. La disparition du communisme ne peut garantir, à elle seule, la paix et la stabilité en Europe. Cette liberté nouvelle, l'expression soudaine d'aspirations longtemps brimées, ont aussi fait ressurgir les démons d'autrefois : le nationalisme, la xénophobie, la haine, la guerre. En vérité, nous sommes entrés dans une ère de transition et d'incertitudes. Un monde nouveau se dessine, moins simple que naguère. Un monde riche de promesses, mais aussi lourd de risques. Dans cette Europe incertaine, le Royaume-Uni et la France apportent et doivent apporter ensemble une contribution essentielle à la sécurité et à la paix.

- L'action résolue que nous avons menée côte à côte dans l'ancienne Yougoslavie témoigne de ce que peuvent accomplir Britanniques et Français lorsqu'ils travaillent la main dans la main. Qu'il me soit permis de saluer ici nos forces armées engagées en Bosnie. Je rends hommage aux soldats qui ont été tués ou blessés pour que l'emportent la paix et une certaine idée de l'homme.

- Nos deux pays ont porté, là bas, pendant plus de quatre ans, l'essentiel de l'effort militaire, humanitaire, diplomatique. La création, en juin 1995, à l'initiative du Royaume-Uni et de la France, de la "Force de Réaction Rapide" a débloqué la situation et restauré la crédibilité de la communauté internationale dans l'ex-Yougoslavie.

- Notre volonté de concertation s'est aussi manifestée dans le domaine stratégique. Soulignant la solidarité de nos intérêts vitaux, John Major, que je suis heureux de saluer amicalement ici, et moi-même avons, lors du sommet d'octobre dernier, créé une commission chargée des questions de politique et de doctrine nucléaires. En cette même occasion, nous avons inauguré le groupe aérien européen franco-britannique basé à High Wycombe. Et je souhaite que nous développions les perspectives ouvertes par ces deux décisions.

- Nous devons enfin rendre nos forces plus complémentaires, en les dotant d'équipements communs. Des projets existent, comme celui d'une frégate franco-britannique. Mais cette harmonisation de nos moyens de défense doit s'inscrire dans le cadre plus large d'une politique européenne de l'armement, composante essentielle d'une véritable défense européenne. Ces réflexions s'inscrivent pleinement dans le cadre de la Conférence intergouvernementale qui s'est ouverte à Turin le 29 mars dernier.

- En effet, un objectif majeur de cette négociation est de doter l'Europe d'une véritable politique étrangère et de sécurité commune, qui lui permette de peser de tout son poids lorsque c'est nécessaire sur la scène internationale. L'Union européenne doit mieux assurer sa représentation à l'extérieur, mieux défendre ses positions et ses intérêts. Pour cela, la France propose la création d'une nouvelle fonction, celle d'un haut représentant qui serait nommé par le Conseil européen et qui donnerait à l'Union une voix et un visage.

- L'Europe doit aussi se doter, grâce au renforcement de l'Union de l'Europe Occidentale, des moyens d'assumer une plus grande part de responsabilités dans sa propre défense.

- Les propositions que la France présente dans le cadre de la Conférence intergouvernementale sont indissociables des initiatives qu'elle a prises au sein de l'Alliance Atlantique.

- Comme je l'ai indiqué en janvier dernier devant le Congrès des Etats-Unis, ces initiatives témoignent à la fois de l'attachement de la France au lien transatlantique et de sa volonté de participer pleinement à la rénovation de l'Alliance, en développant en son sein une identité européenne de défense visible sur le plan politique et efficace sur le plan militaire.

- Je me réjouis de la coopération exemplaire engagée entre la France et le Royaume-Uni pour mener à bien cette grande ambition. Impliqués depuis toujours dans les affaires du monde, riches d'anciennes et brillantes traditions militaires, forts de plusieurs expériences d'engagements conjoints, nos deux pays se retrouvent tout naturellement au service de cette entreprise. Mais la Conférence Intergouvernementale doit également réformer les institutions européennes dans la perspective du prochain élargissement. La France et le Royaume-Uni ont, dans ce domaine aussi, des positions qui sont largement convergentes.

- Ainsi, nous sommes attachés à ce que le Conseil des ministres retrouve sa place centrale dans l'édifice européen. Nous souhaitons à la fois faciliter le processus de décision du Conseil et préserver la faculté qu'ont les Etats membres d'invoquer un intérêt national essentiel.

- Ainsi, nous sommes favorables à un resserrement des effectifs de la Commission européenne qui doit pleinement exercer ses compétences, mais qui doit rester dans son rôle.

- Ainsi, nous voulons que les institutions européennes soient plus démocratiques. Le Parlement britannique suit de très près, je le sais, l'activité de l'Union européenne. La France propose également que les Parlements nationaux soient davantage associés aux décisions communautaires.

- Ainsi, nous sommes conscients que, dans une Europe de 25 membres et plus, certains Etats devraient être en mesure d'aller plus vite et plus loin et d'établir entre eux des coopérations renforcées, ouvertes à tous.

- Même si, c'est vrai, nous avons des divergences de vues sur certains problèmes, la France et le Royaume-Uni doivent travailler ensemble au succès de cette conférence pour la rénovation de l'architecture européenne. Et c'est au renforcement de notre dialogue et de notre concertation que nous allons, le Premier ministre et moi nous engager pour les semaines et les mois qui viennent.

- C'est ainsi, et ainsi seulement, que l'Europe pourra s'engager dans la voie de l'élargissement. A Londres comme à Paris, nous appelons de nos vœux l'entrée dans l'Union européenne des pays d'Europe centrale et orientale, longtemps séparés de nous par le rideau de fer. Ils ont à présent retrouvé la liberté et la démocratie. Aidons-les à rejoindre notre Union, pour sceller la réconciliation de notre continent. C'est notre devoir historique, même si nous savons bien que cette entreprise prendra du temps.\

Une autre étape, capitale pour la construction européenne, sera franchie avec la réalisation de l'Union économique et monétaire, et le passage à la monnaie unique.

- Il s'agit d'un projet très ambitieux, c'est vrai, comportant des incertitudes mais également riche de promesses. Promesse d'un meilleur fonctionnement du marché unique. Promesse de croissance, et donc de créations d'emplois. Promesse de cohésion et de solidarité au sein de l'Union. Promesse enfin d'un poids accru sur la scène économique mondiale : la monnaie unique devant être, demain, l'autre grande monnaie.

- La France sera au rendez-vous de l'Union monétaire. Je réaffirme ici ma détermination à tenir le calendrier prévu.

- Le Traité de Maastricht vous laisse pleine liberté pour vous prononcer sur votre propre participation. Je suis persuadé que vous saurez, le moment venu, apprécier les inconvénients mais aussi mesurer les avantages et les atouts qu'elle offre. La France, pour sa part, souhaite que vous soyez présents si vous l'estimez utile pour la Grande-Bretagne dans cette grande entreprise.

- Bien sûr, des problèmes subsistent. Celui notamment des relations à instaurer entre les Etats-membres participant à la monnaie unique et les autres. Nous devons réfléchir à un mécanisme de change entre les pays de la zone Euro et leurs partenaires. Nous devons fixer un cadre garantissant la stabilité monétaire au sein de l'Union.\

Mais ces grandes ambitions pour l'Europe ne vaudront que si nous parvenons à l'ancrer, cette Europe dans le cœur des Européens. Faire en sorte que chacun s'y reconnaisse. Lui conférer cette dimension humaine sans laquelle elle restera, pour nos concitoyens, cette construction pure, économique et technocratique qu'évoquent ses détracteurs.

- Les Européens, singulièrement ceux de nos deux nations, ont inventé un modèle social assurant à chacun une protection contre les aléas de l'existence, faisant du dialogue social le moteur du progrès, affirmant la responsabilité de l'Etat dans la cohésion nationale. Ce modèle, nous devons le préserver, sans bien sûr affecter notre compétitivité à l'heure de la mondialisation. Que serait en effet l'Europe si elle perdait de vue l'essentiel : l'homme, que nos deux sociétés ont su placer au cœur de leur projet et de leur idéal ?

- L'Europe doit s'affirmer au service des citoyens, répondre à leurs préoccupations, apporter des solutions concrètes aux problèmes qu'ils rencontrent, n'avoir aujourd'hui qu'une idée : réduire le chômage et les fractures sociales.\

Je pense enfin, en m'exprimant devant vous, à la catastrophe que représente pour l'Angleterre et l'Europe, l'épidémie qui touche vos troupeaux de bovins `maladie de la vache folle`. Voilà un problème qui implique toute l'Europe. Voilà un problème où doit pleinement s'exercer la solidarité européenne, nous en avons très longuement discuté ensemble, le Premier ministre et moi, ce matin et je puis vous dire, comme j'ai eu l'occasion de le faire lors du point de presse qui a suivi nos entretiens, que la solidarité de la France vous est acquise.\

Je souhaiterais aussi évoquer devant vous une question qui me tient à cœur et qui engage l'avenir du monde : celle des responsabilités qui nous incombent dans le développement des pays les plus pauvres.

- En vertu de leur histoire, des liens privilégiés qui les unissent à de nombreux états du Sud, le Royaume-Uni et la France ont toutes les raisons d'être plus attentifs que d'autres à certaines

situations alarmantes, voire dramatiques. Nos deux pays doivent coordonner davantage leurs actions dans le domaine du développement. C'est ensemble qu'ils doivent appeler leurs partenaires occidentaux à maintenir leur aide en direction des pays les plus démunis.

- Beaucoup de ces pays se sont engagés sur la voie de la démocratie et de l'état de droit. Ils ont entrepris des réformes économiques courageuses et difficiles. Nous devons soutenir leurs efforts.

- Je compte faire de ce dossier un thème majeur du prochain sommet du G7 que la France aura le plaisir d'accueillir à la fin du mois de juin, à Lyon.

- Lord Chancelier,

- Madam Speaker,

- Mesdames et messieurs,

- Vous le savez, la France et la Grande-Bretagne ont profondément marqué l'histoire de notre monde.

- Elles sont et resteront de très grandes puissances.

- Mais aujourd'hui, notre action internationale doit être mieux coordonnée. Face aux grands ensembles qui se créent, elle doit s'exprimer prioritairement au sein d'une Europe qui doit retrouver sa vocation à être l'un des moteurs du développement et du progrès sur notre planète.

- Nous devons mettre en oeuvre une véritable architecture européenne de la paix, qui suppose la réforme du lien transatlantique et un accord avec la Russie.

- Nous devons avoir une politique asiatique ambitieuse pour coordonner nos efforts avec ceux de ce grand continent qui s'éveille à nouveau.

- Nous devons poursuivre notre action pour que le processus de paix garantisse la stabilité et le développement au Moyen-Orient et permette la mise en oeuvre d'une politique euro-méditerranéenne qui renoue avec les traditions de civilisation de cette région du monde.

- Nous devons participer à l'essor de l'Amérique latine, aujourd'hui résolument engagée sur la voie de la démocratie et du progrès.

- Nous devons, et je viens de l'évoquer en parlant de l'aide au développement, affirmer notre solidarité avec une Afrique confrontée à tant de problèmes, des problèmes qui trouvent pour une large part leur origine dans le comportement des nations européennes pendant plus de quatre siècles.

- Bref, nous devons avoir ensemble la volonté de rendre à l'Europe et aux nations qui la composent les responsabilités qui sont les leurs.\

Concluant à cette même tribune le discours prononcé lors de sa visite d'Etat en 1960, le Général de Gaulle avait évoqué sa confiance dans l'action commune de la Grande-Bretagne et de la France, une action qu'il avait personnellement incarnée aux heures sombres de la guerre. "Quels pays, autant que les nôtres, disait-il, ont, au-dessus de leurs divergences, des buts qui soient ressemblants ? Quels peuples savent, mieux que la France et la Grande-Bretagne, que rien ne sauvera le monde sinon ce dont elles sont par excellence capables : la sagesse et la fermeté ?"

- Cette invitation à l'action, cette exhortation à la fidélité dessinent pour demain la même ligne de conduite qu'hier. La tâche qui est la nôtre appelle une juste appréciation des enjeux, une évaluation prudente des moyens mis en oeuvre, bref, sagesse et perspicacité. Elle appelle aussi la fermeté, c'est-à-dire la constance dans la poursuite des objectifs, la détermination dans le respect des principes, une volonté inébranlable de triompher de tous les obstacles.

- Je sais que nos deux peuples sont dignes de cette ambition. Ils l'ont prouvé hier, ils le prouveront demain.

- Je vous remercie.\